

# La voix de l'opposition de gauche

**Le 13 décembre 2018**

## **CAUSERIE ET INFOS**

### **Un mot au déséquilibré qui me harcèle.**

Monsieur Coquéma (erou@), c'est le cinglé du POID (ou sympathisant) qui me harcèle avec ses courriels débiles, Outlook va les bloquer, donc je ne les recevrai plus.

Un courant politique qui a voté toutes les résolutions de la direction confédérale (PS) farouchement anticommuniste et anti-ouvrière de Force Ouvrière de Bergeron à Mailly, qui soutient la version officielle frauduleuse de G.W. Bush du 11 septembre 2011 qui a permis de justifier les guerres contre l'Afghanistan, l'Irak, la Libye, la Syrie, etc., qui a condamné le mouvement populaire engagé depuis le 17 novembre 2018 et ainsi apporté son soutien à Macron et à la Ve République, est ni qualifié ni digne de parler au nom des travailleurs.

Tenez, ceci est pour vous et vos semblables.

- Et, de même que dans la vie privée, on distingue entre ce qu'un homme dit ou pense de lui et ce qu'il est et fait réellement, il faut distinguer, encore davantage dans les luttes historiques, entre la phraséologie et les prétentions des partis et leur constitution et leurs intérêts véritables, entre ce qu'ils s'imaginent être et ce qu'ils sont en réalité. (K : Marx Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte)

● [Au format pdf \(pages\)](#)

### **Première partie.**

**Le commentaire intégral que j'avais envoyé et qui a été publié par le blog Les Crises.fr. Cela s'adresse à des intellectuels ou des membres des classes moyennes.**

*- "Quelle illusion, aberration, ignorance ou naïveté de croire qu'on pourrait vaincre le régime ou nos ennemis de classe sans direction, sans orientation, sans stratégie, sans programme, sans théorie, sans drapeau, sans dirigeants, sans parti, à partir de bonnes intentions, c'est la négation des enseignements de deux siècles de lutte de classe, c'est la négation de toute conscience de classe, de toute conscience politique en réalité.*

*Tous ceux qui le prétendent et qui ont accès aux médias ou aux réseaux dits sociaux sont des charlatans, des imposteurs ou des escrocs. Vous ne tarderez pas à vous en apercevoir et à vous en mordre les doigts pour les avoir crus. Le réveil va être encore plus cruel et vous n'avez pas idée du prix que vous, que nous allons payer pour avoir fait preuve d'une tel manque de discernement.*

*C'est la preuve aussi que vous n'êtes décidément pas prêts pour un changement de régime, un régime débarrasser du capitalisme puisqu'il n'existe pas d'autre alternative. Vous n'avez pas voulu envisager cette alternative, alors estimez-vous heureux comme vous êtes et résignez-vous au sort effrayant qui vous attend."*

Depuis le 17 novembre on n'a pas modifié notre discours, on a soutenu ce mouvement des masses engagé contre Macron et le régime en expliquant quelles étaient ses limites politiques en

l'absence de toute orientation ou direction. Depuis trois semaines il a commencé à mûrir pour passer du terrain social au plan politique.

Après les misérables miettes que Macron vient de lâcher qui tiennent plus d'une arnaque que d'une concession pour temporiser ou gagner du temps, tenter de le diviser ou de le faire refluer, j'ignore comment vont réagir les travailleurs qui se sont engagés dans ce mouvement et ceux qui le soutiennent, quelle tournure il va prendre ou s'il va s'arrêter là... pour repartir de plus belle plus tard, car maintenant il ne peut plus en être autrement compte tenu que la condition de la classe ouvrière et des classes moyennes est appelée à se détériorer inexorablement tant que le régime ne sera pas renversé.

On a tous pu observer que l'ensemble des syndicats s'étaient dressés contre cette mobilisation des masses et s'étaient placés au côté de Macron. Ils méritaient donc le rejet qu'ils inspiraient aux travailleurs. Et ce n'est pas le succès que vient de remporter le syndicat jaune ou corporatiste (la CFDT) aux dernières élections professionnelles qui les contredira. Il témoigne de l'orientation réactionnaire du mouvement ouvrier si besoin était.

Comme nous l'avons dit depuis le départ en caractérisant la majorité des masses d'embourgeoisées, corrompues par le capitalisme, la causerie d'hier sur les faiblesses ou la médiocrité de l'homme en général fut particulièrement à propos juste avant d'entendre de nombreux appels à "l'apaisement" après le discours du suzerain à ses sujets. Vous me direz que je n'ai aucune raison de m'en flatter et je suis bien d'accord avec vous, puisque c'était couru d'avance, j'ai été le premier à l'affirmer d'emblée en appelant à ne se faire aucune illusion sur le niveau de conscience politique des masses.

A la différence des autres courants du mouvement ouvrier, j'ai soutenu ce mouvement dont je connaissais l'issue depuis le début, bien qu'il ne soit pas terminé. Au XVIIIe siècle, il fallut trois ans pour que les jacobins rompent avec la monarchie et obtiennent sa tête, à une autre époque j'aurais soutenu les Communards avec Marx et Engels, contrairement à nos braves dirigeants qui les auraient condamnés, avec ces mêmes dirigeants la monarchie n'aurait pas été abolie non plus. En réalité, elle n'a jamais été entièrement abolie sur le plan politique, la Constitution de la Ve République en témoigne. Quant à la République, elle a été instaurée pour mieux masquer l'aspect monarchique ou antidémocratique du régime, pour donner un vernis démocratique à cette dictature, puisque le pouvoir devait échoir une fois de plus à une minorité, la bourgeoisie ou la classe des capitalistes, tandis que la majorité en serait exclue. Partant de là, tous les représentants de cette majorité, les classes exploitées devaient se retrouver otages de ce nouveau pouvoir monarchique devenu oligarchique ou ploutocratique, ils devaient être amenés à composer avec lui, rapport qui devait forcément avoir une influence néfaste sur l'état d'esprit des représentants des gueux qui de concessions en compromissions finiraient infailliblement à renier leur engagement politique ou à ne plus représenter que les intérêts du régime.

C'était inévitable, dès lors que les représentants de la classe ouvrière participaient aux institutions de l'Etat bourgeois, à de très rares exceptions près, rapidement ils allaient devenir méconnaissables et se laisser corrompre, ils allaient se fondre, être littéralement absorbés par le régime qui les dévoreraient.

Il en va de même chez la plupart des hommes, dès qu'ils acquièrent du pouvoir ou une position sociale supérieure. Même sans en arriver là, il suffit qu'ils se croient beaux, intelligents ou cultivés, libres ou indépendants, bien dotés financièrement, bref, qu'ils cultivent un individualisme qui frise la démence pour se croire supérieurs aux autres ou tout permis, sauf une chose, assumer leur responsabilité qui leur intime de respecter les autres et particulièrement ceux pour lesquels la nature ou la société n'ont pas été aussi généreuses, qu'ils ignorent ou méprisent ou pire encore, les déshérités, les défavorisés, les pauvres, les miséreux, les gueux, le milieu dans lequel je baigne quotidiennement en Inde, et dans lequel je suis venu au monde en France il y a 63 ans, comment pourrais-je le trahir un jour ?

Ah ! je n'ai jamais fréquenté les ors de la République française, rencontré des présidents ou des ministres contrairement à nos dirigeants, d'ailleurs je me demande bien en quoi cela aurait pu faire avancer notre cause, je ne vois pas, je dois être borné, et pour le coup fier de l'être !

Quand j'observe le malheur qui accable quotidiennement mes semblables, car toutes les semaines des gens défilent chez moi et nous racontent les malheurs qui les ont encore frappés ou leurs proches, je me demande comment ils font pour le supporter et trouver encore la force de vivre un jour de plus. Quand ils ne s'écroulent pas en pleurs, la souffrance se lit sur leurs visages, le dessous de leurs yeux en porte les stigmates et est encore boursoufflé. Ils sont intarissables, leurs récits vous nouent les tripes, on en a la gorge serrée, on se retient tout juste de pleurer avec eux, on leur prend la main ou on les prend dans nos bras, on les reconforte comme l'on peut, je parle de ma compagne indienne Selvi, moi je reste à l'écart et je n'ose même pas ouvrir la bouche, avant de partir on leur offre un fruit ou des gâteaux secs, un thé ou un jus de fruits, on est très triste, désemparés, impuissants, et moi j'enrage contre le régime.

J'en oublie totalement mon statut privilégié, bien que je ne fasse même pas partie des classes moyennes, je partage leur terrible et injuste destin, je n'ai aucun effort à faire pour ne pas subir l'influence du régime, quand le moment après je bascule vers la France en reprenant mon travail, j'ai juste à éviter de tomber dans les pièges du dogmatisme ou du sectarisme, je ne risque pas d'être récupéré par un des courants opportunistes dont les discours ne prennent pas en compte la réalité que vivent ces couches inférieures de la classe ouvrière.

C'est cette expérience renouvelée sans cesse et avec cet état d'esprit que j'aborde quotidiennement la situation politique en France.

### **Mises au point.**

1- Bien sûr que le mouvement engagé le 17 novembre est très hétérogène, bourré d'illusions et de contradictions, comment pourrait-il en être autrement sans direction ou orientation politique.

2- Audience exceptionnelle pour Macron lundi soir, vraiment ? Comme chaque soir il y a 23 millions de personnes devant leurs écrans de télévision à 20H, rien de plus, certes, c'est déplorable, mais il faut faire avec.

Personnellement cela fait 5 ans que je me passe de télévision et je ne m'en porte que mieux ! On a le niveau de conscience qu'on a. Le monde est rempli de gens manquant singulièrement de volonté ou d'imagination, inconsistant et qui se permettent de juger les autres alors qu'ils les imitent. Qu'ils commencent par s'interroger sur leur propre mode de vie ou par balayer devant leur porte et le monde s'en portera tout de suite mieux.

3- Le mouvement du 17 novembre va-t-il réussir à passer sur le plan politique ? C'est peu probable, mais il cherche une issue politique, rien que pour cette raison on doit le soutenir et y participer. Il faut les aider à tirer les enseignements politiques de leur combat et à s'organiser au lieu de vomir dessus comme le font certains.

4- A bas la COP et le Pacte sur les Migrations, à bas les ONG, l'ONU !

**[Bilderberg ou la macronnie, la machine à broyer tous les peuples de la gouvernance mondiale.](#)**

Envers qui Emmanuel Macron est-il débiteur ? - Réseau Voltaire 11 décembre 2018

On présente souvent le président Macron comme un Rothschild Boy. C'est exact, mais c'est accessoire. Thierry Meyssan montre qu'il doit sa campagne électorale principalement à Henry

Kravis, le patron d'une des plus grandes sociétés financières globales, et à l'Otan ; une lourde dette qui pèse aujourd'hui sur la solution de la crise des Gilets jaunes.

par Thierry Meyssan

Emmanuel Macron ne se destinait pas à la politique. Jeune homme, il espérait devenir philosophe, puis haut-fonctionnaire, puis banquier d'affaire. Pour arriver à ses fins, il fréquenta les bonnes fées de l'Oncle Sam : la French-American Foundation et le German Marshall Fund of the United States.

C'est dans ce cadre, qu'il a rencontré Henry et Marie-Josée Kravis, dans leur résidence de Park Avenue, à New York [1]. Les Kravis, soutiens indéfectibles du Parti républicain US, comptent parmi les grandes fortunes mondiales qui font la politique hors du champ des caméras. Leur société, KKR, est avec Blackstone et le Carlyle Group, l'un des principaux fonds d'investissement dans le monde.

« La curiosité d'Emmanuel pour la can do attitude, cette capacité à se dire que si l'on veut on peut, était fascinante. Mais il a une volonté de savoir, de comprendre ce qui marche sans pour autant l'imiter ou le copier qui le fait rester très français », déclare aujourd'hui Marie-Josée Drouin (Madame Kravis) [2].

Muni de la double recommandation des Kravis et de Jean-Pierre Jouyet [3], il intègre le cercle fermé de l'équipe de campagne de François Hollande. Dans un e-mail adressé à la secrétaire d'État US, Hillary Clinton, le directeur de la planification politique Jake Sullivan, décrit les quatre principaux membres de l'équipe de campagne du candidat socialiste, dont l'inconnu Emmanuel Macron. Il précise qu'il devrait devenir le Directeur général du Trésor (« the top civil servant at the Finance Ministry ») [4].

Cependant lorsque François Hollande est élu, Emmanuel Macron devient l'adjoint du secrétaire général de l'Élysée, une fonction plus politique. Il semble qu'il ambitionnait de succéder à Jean-Pierre Jouyet comme directeur de la Caisse des dépôts et consignations, poste qui échet en mai 2014 au secrétaire général de l'Élysée. Il est invité, quelques jours plus tard, au Club de Bilderberg sur proposition des époux Kravis. Il y fera une violente intervention dans un anglais parfait contre son patron, François Hollande. De retour à Paris, il démissionne de son cabinet.

Les époux Kravis sont parmi les principaux piliers du Bilderberg, dont Marie-Josée Drouin-Kravis est administratrice. Contrairement à une idée répandue, le Bilderberg n'est pas un lieu de décision. Ses archives attestent qu'il a été créé par la CIA et le MI6, puis est devenu un organe d'influence de l'Otan qui en assure directement la sécurité [5]. L'intervention de Macron ayant été bien reçue, il devient un des hommes de l'Otan en France.

Ayant quitté la politique, il ne souhaite plus y revenir. Il explique à maintes reprises à son entourage qu'il entend devenir professeur d'université. Avec l'aide de l'essayiste Alain Minc (adoubé en 2008 au Bilderberg), il obtient un poste à l'université de Berlin et un autre à la London School of Economics, mais ne parvient pas à être embauché à Harvard.

Pourtant, en août 2014 —trois mois après avoir « quitté la politique »—, il est nommé par François Hollande sur proposition de Jean-Pierre Jouyet (adoubé en 2009 au Bilderberg), ministre de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique.

Dans un livre paru en 2018, François Hollande assure que ce choix était son idée [6]. C'est possible, mais cela suppose qu'il n'a pas été informé de l'intervention de Macron au Bilderberg. Or, une de ses ministres et amie, Fleur Pellerin y avait également été invitée.

En décembre 2014, Henry Kravis crée sa propre agence de Renseignement, le KKR Global Institute. Il nomme à sa tête l'ancien directeur de la CIA, le général David Petraeus. Celui-ci va poursuivre avec les moyens privés de Kravis (le fonds de placement KKR) —et sans en référer au Congrès— l'opération « Timber Sycamore » que le président Barack Obama avait initiée. C'est le plus important trafic d'armes de l'Histoire impliquant au moins 17 États et représentant plusieurs dizaines de milliers de tonnes d'armes pour plusieurs milliards de dollars [7]. À ce titre, Kravis et Petraeus sont les principaux fournisseurs de Daesh [8].

Le président du Bilderberg, le Français Henri de Castries, invite le député-maire du Havre, Édouard Philippe à la réunion annuelle, qui se tient cette fois en juin 2015 en Autriche. Il sera à nouveau invité, en Allemagne cette fois, en mai 2016. Lors de la campagne présidentielle en France, Henri de Castries et Édouard Philippe seront des soutiens de François Fillon. Ils le laisseront tomber dès que Jean-Pierre Jouyet [9] aura fourni au Canard enchaîné les documents financiers réunis par l'Inspection des finances sur les emplois douteux de Madame Fillon [10]. Ils se rallieront alors à Emmanuel Macron.

En avril 2016, Emmanuel Macron fonde sa formation politique, En Marche !, dont le marketing est calqué sur Kadima !, le parti prétendument ni-droite ni-gauche d'Ariel Sharon. Son programme, quant à lui, décline les notes de l'OCDE [11] et celles de l'Institut Montaigne, dont Henri de Castries est le président. C'est d'ailleurs dans les locaux de l'Institut qu'il est créé. Mais Castries fait croire à Fillon qu'il ne soutient pas Macron et que c'est pure coïncidence. Il continuera d'ailleurs à lui faire croire durant des mois qu'il est prêt à devenir son Premier ministre.

Initialement, le financement d'En Marche ! n'est pas contrôlé. C'est une simple association qui peut recevoir des dons de l'étranger. Le nom des donateurs n'est pas transmis au fisc. L'archi-millionnaire Henry Kravis est de ceux-là.

Durant sa campagne, Emmanuel Macron rencontre régulièrement l'ancien président du FMI, Dominique Strauss-Kahn (« DSK »). Ces séances de travail seront niées jusqu'à ce qu'elles soient révélées par Le Parisien, bien plus tard, le temps que son image de pervers sexuel se soit atténuée. DSK (adoubé par le Bilderberg en 2000) apporte à la fois le soutien de la haute-fonction publique et celui du patronat français ; l'alliance sociologique qui avait porté à bout de bras le régime collaborationniste de Philippe Pétain et qui s'est reformée dans les années 80 autour de la Fondation Saint-Simon.

En juin 2018, le ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, Jean-Michel Blanquer est invité sur proposition d'Henri de Castries à la réunion annuelle du Bilderberg, qui se tient cette fois en Italie. Ce juriste, spécialiste de droit constitutionnel, a toujours lié la science politique et la pédagogie. Il a été l'un des trois directeurs centraux du ministère de l'Éducation, puis directeur de la prestigieuse École supérieure des sciences économiques et commerciales (ESSEC). Il connaissait depuis longtemps Castries qu'il a fréquenté au sein de l'Institut Montaigne.

Lorsque la crise des Gilets jaunes débute en France [12], il est rapidement évident que le problème est profond et ne pourra pas être résolu sans remettre en cause la globalisation financière, ce que le président Macron ne peut pas faire. Durant sa campagne électorale, il avait surpris ses donateurs lors d'un dîner à New York en faisant le procès de financiarisation de l'économie. C'était de la rhétorique électorale. Il avait été repris par les Kravis : la financiarisation, c'est ce qui autorise les « achats à effet de levier » (leveraged buy-out) qui leur ont permis de devenir ce qu'ils sont.

Il convient donc que face aux Gilets jaunes, le président Macron sacrifie son Premier ministre en victime expiatoire lors des prochaines élections (les européennes de mai 2019 qui seront à coup sûr perdues). Mais, outre qu'il lui faut tenir cinq mois encore, par qui le remplacer ? Lorsque l'on doit le financement de sa campagne électorale et le choix de son Premier ministre à l'Otan, il n'est

pas pensable de le remplacer sans en référer à l'Alliance. Le candidat idéal à cette fonction serait donc Jean-Michel Blanquer. Réseau Voltaire 11 décembre 2018

### Notes.

[1] Cette rencontre s'est probablement tenue en 2007. Par la suite, Emmanuel Macron a systématiquement rendu visite aux Kravis lors de ses déplacements aux États-Unis, tandis qu'Henry Kravis le recevait dans ses bureaux de l'avenue Montaigne lorsqu'il venait à Paris.

[2] « Quand Emmanuel Macron découvrait l'Amérique à 29 ans », François Clemenceau, Le Journal du Dimanche, 22 avril 2018.

[3] Jean-Pierre Jouyet est un ami personnel de François Hollande et de Nicolas Sarkozy. Il a dirigé l'Inspection générale des Finances de 2005 à 2007. Il était alors le supérieur hiérarchique d'Emmanuel Macron.

[4] « Hollande Team », e-mail by Jake Sullivan, May 10, 2012. Source : Wikileaks.

[5] « Ce que vous ignorez sur le Groupe de Bilderberg », par Thierry Meyssan, Komsomolskaïa Pravda (Russie), Réseau Voltaire, 9 avril 2011.

[6] Les leçons du pouvoir, François Hollande, Stock, 2018.

[7] « Des milliards de dollars d'armes contre la Syrie », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 18 juillet 2017.

[8] « Saisir des transnationales pour reconstruire la Syrie ? », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 14 août 2018.

[9] Jean-Pierre Jouyet est resté ami avec Henri de Castries à la fin de leurs études à l'École nationale d'Administration (ENA, Promotion Voltaire). C'est là qu'ils ont fait la connaissance de François Hollande.

[10] Contrairement à la version officielle, les informations du Canard enchaîné ne sont pas le fruit d'une investigation journalistique. La totalité du dossier a été fournie en une seule fois à l'hebdomadaire par Jean-Pierre Jouyet en violation du secret fiscal.

[11] L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) est un des deux organismes issus du Plan Marshall. L'autre, c'est l'Otan.

[12] « Comment l'Occident dévore ses enfants », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 4 décembre 2018.

### Quelle crédibilité peuvent avoir des gens et des organisations pareils ?

- Le démarrage de la révolution française a été marqué par le rejet de la politique injuste de la monarchie au niveau fiscal. La majorité de la population était soumise à une charge d'impôts énorme et totalement inéquitable puisque la noblesse et le clergé ne payaient pas d'impôts. CADTM, Eric Toussaint, 05-12-2018 - publié par le blog Les Crises.

Les trois premières lignes d'un article qui commençait par une contrevérité : "*La majorité de la population*" ne pouvait pas être "*soumise à une charge d'impôts énorme et totalement inéquitable*", pour la simple raison qu'elle était trop misérable pour en payer, mille fois plus misérable qu'aujourd'hui ! Le reste de cet article sera à l'avenant.

**Les conclusions du Manifeste du Parti communiste ou les enseignements de la révolution russe de 1917 sont plus que jamais d'actualité.**

Il y en a qui en viennent à citer Le Manifeste du Parti communiste de Marx et d'Engels, mais pas ses conclusions pratiques mise en oeuvre par Lénine et le parti bolchevik.

- Gilets-Jaunes, luttes de classes et implosion du politique ! par Richard Labévière - Comité Valmy  
12 décembre 2018

Extraits - Enfin, la troisième grande leçon de cette révolte sociale, sans chef ni directoire, sciemment non-organisée de manière pyramidale, indépendante de tous partis politiques et syndicats, impose une réactualisation de la lutte de classes – telle qu'elle est théorisée par Le Manifeste du Parti communiste de Marx et d'Engels (1848). Quelques slogans des banderoles des manifestations et barrages sont parfaitement explicites : « Avant la fin du monde, les fins de mois ! » ou « Macron arrête de faire ton jus avec l'essence, l'eau, le gaz et l'électricité ». (...)

Plus généralement, cette nouvelle « lutte de classes » (ciel ! Est ce possible ! Ce terme était pourtant passé aux oubliettes) peut être rattachée à différentes formes de résistance à la mondialisation contemporaine. Fruit de la fin de la Guerre froide, de la révolution numérique et de la financiarisation des économies, cette globalisation sauvage et mortifère casse sans doute les Etats-nations, les services publics et les politiques de redistribution sociale. Et surtout ce « nouveau monde de progrès et d'innovation » s'obstine à exclure la grande masse des êtres humains des modes de faire et de vie, des codes de gouvernance, des moyens d'information aux mains d'une toute petite minorité d'experts en management, sociétés de conseil et autres grands patrons ou banquiers, seuls bénéficiaires d'une évolution rendant les plus riches, toujours plus riches et les plus pauvres, toujours plus pauvres.

Les Gilets jaunes protestent contre un monde qui travaille à les exclure – eux, leurs enfants et petits-enfants – du travail salarié au profit de caisses automatiques et autres plate-formes numériques, de toute espèce de citoyenneté et d'existence sociale en les enfermant dans l'unique rôle de consommateurs de grandes surfaces affreusement laides. Devenus en quelque sorte invisibles, les « gueux » d'aujourd'hui revêtent ces gilets phosphorescents comme s'ils voulaient défier la nuit du nouveau monde qui les rejette aux marges des autoroutes numériques, de la course au pouvoir et, en définitive, de toute espèce d'humanité. Au bout de la route, les gueux d'aujourd'hui sont devenus les « animaux » des Start-ups, des nanotechnologies, des robots actionnés par la finance : « l'argent, c'est le sang des autres », affirmait Cecil Rhodes, l'inventeur de l'Apartheid...

Enfin, enfin, la surdité et le mépris des autorités françaises ne fait que galvaniser cette nouvelle lutte de classes. (...)

Trop peu et trop tard, l'effet d'annonce tombe à plat et rajoute au mécontentement, étant considéré comme une nouvelle roublardise d'un président aux abois, qui désormais ne peut plus sortir de son palais sans se faire copieusement huer. (...)

En réalité, et d'une manière plus profonde encore, on assiste à une crise paroxystique des vieilles démocraties dont le système de représentation ne fonctionne plus, craquant de toutes parts. Députés, sénateurs et ministres (ainsi que les représentants de la technocratie administrative) n'ont plus la confiance de leurs administrés, qui les considèrent comme les « profiteurs » d'un système hors-sol, dont la seule finalité serait sa propre reproduction au détriment des préoccupations quotidiennes de la population. (...)

On croit rêver : les dirigeants français et européens s'ingénient à foncer droit dans le mur en klaxonnant, précipitant leur propre chute d'une manière vertigineuse. En ne voulant rien entendre

des souffrances de la France profonde, en ne comprenant pas que les Gilets jaunes sont aujourd'hui l'expression d'une nouvelle et profonde lutte de classes, sinon de la résurgence d'un incompressible besoin d'égalité qui touche les fondements de la démocratie. (...)

(Quel contresens, le "*besoin d'égalité*" ne peut pas "*touche(r) les fondements de la démocratie*", puisque les fondements du régime sont antidémocratiques, les fondements du régime, c'est justement les inégalités qui sont à l'origine des rapports sociaux entre les classes et qui caractérisent la nature du régime. Ce monsieur n'a rien compris au capitalisme et il est loin d'être le seul. - LVOG)

On l'a dit : la crise est profonde et perdure dans une dimension politique, sinon institutionnelle touchant les fondements mêmes du régime de la Vème République. Qu'est-ce qu'Emmanuel Macron peut promettre de plus que ce qui a déjà été annoncé malgré les fanfaronnades d'il y a quelques semaines sur l'air du « nous ne lâcherons rien ! » ? Trop peu et trop tard ? Comité Valmy 12 décembre 2018

Nous voilà bien avancé !

La crise politique pose la question du pouvoir, de l'Etat, de la nature du régime, qui doit gouverner, quelle classe, la ploutocratie ou le peuple travailleur, le régime capitaliste et ses institutions sont incompatibles avec la satisfaction des besoins et des aspirations légitimes de la majorité composée de travailleurs manuels et intellectuels, avec la démocratie, ils doivent donc céder la place ou être renversés...

- "*des classes moyennes vont apparaître dans le tiers-monde —quoi que bien moins riches que les classes moyennes occidentales— permettant à de nouveaux Etats, principalement asiatiques, de jouer un rôle sur la scène internationale. Mais simultanément, les classes moyennes occidentales vont commencer à disparaître, rendant impossible la survie des institutions démocratiques qu'elles avaient façonnées.*" (Comment l'Occident dévore ses enfants par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 4 décembre 2018)

Cette modification des rapports des classes moyennes avec le régime vient du fait qu'elles ont renoncé depuis longtemps à l'affronter sur le plan politique, on devrait même dire que ce n'est pas dans sa nature de l'affronter. Le passage suivant du 18 Brumaire de Louis Bonaparte de K : Marx va nous aider à comprendre pourquoi.

### **L'origine de la social-démocratie.**

K : Marx - "En face de la bourgeoisie coalisée, s'était constituée une coalition entre petits bourgeois et ouvriers, le prétendu Parti social-démocrate. Les petits bourgeois s'étaient vus mal récompensés au lendemain des journées de Juin 1848. Ils voyaient leurs intérêts matériels menacés et les garanties démocratiques, qui devaient leur assurer la satisfaction de ces intérêts, mises en question par la contre-révolution. Aussi se rapprochèrent-ils des ouvriers. D'autre part, leur représentation parlementaire, la Montagne, tenue à l'écart pendant la dictature des républicains bourgeois, avait, pendant la seconde moitié de l'existence de la Constituante, grâce à sa lutte contre Bonaparte et les ministres royalistes, reconquis sa popularité perdue. Elle avait conclu une alliance avec les chefs socialistes. En février 1849, on organisa des banquets de réconciliation. On esqua un programme commun, on créa des comités électoraux communs, et l'on présenta des candidats communs. On enleva aux revendications sociales du prolétariat leur pointe révolutionnaire, et on leur donna une tournure démocratique. (politique dans le langage de Marx à cette époque. - LVOG) On enleva aux revendications démocratiques de la petite bourgeoisie leur forme purement politique, et on fit ressortir leur pointe socialiste. (sociale dans le langage de Marx à cette époque. - LVOG) C'est ainsi que fut créée la social-démocratie.

La nouvelle Montagne, qui fut le résultat de cette combinaison, comprenait, à part quelques figurants tirés de la classe ouvrière et quelques sectaires socialistes, les mêmes éléments que l'ancienne Montagne, mais numériquement plus forts. A vrai dire, elle s'était modifiée, au cours du développement, de même que la classe qu'elle représentait. Le caractère propre de la social-démocratie se résumait en ce qu'elle réclamait des institutions républicaines démocratiques comme moyen, non pas de supprimer les deux extrêmes, le capital et le salariat, mais d'atténuer leur antagonisme et de le transformer en harmonie. Quelle que soit la diversité des mesures qu'on puisse proposer pour atteindre ce but, quel que soit le caractère plus ou moins révolutionnaire des conceptions dont il puisse être revêtu, le contenu reste le même. C'est la transformation de la société par voie démocratique, mais c'est une transformation dans le cadre petit-bourgeois. Il ne faudrait pas partager cette conception bornée que la petite bourgeoisie a pour principe de vouloir faire triompher un intérêt égoïste de classe. Elle croit au contraire que les conditions particulières de sa libération sont les conditions générales en dehors desquelles la société moderne ne peut être sauvée et la lutte des classes évitée.

Il ne faut pas s'imaginer non plus que les représentants démocrates sont tous des shopkeepers (boutiquiers) ou qu'ils s'enthousiasment pour ces derniers. Ils peuvent, par leur culture et leur situation personnelle, être séparés d'eux par un abîme. Ce qui en fait les représentants de la petite bourgeoisie, c'est que leur cerveau ne peut dépasser les limites que le petit bourgeois ne dépasse pas lui-même dans sa vie, et que, par conséquent, ils sont théoriquement poussés aux mêmes problèmes et aux mêmes solutions auxquelles leur intérêt matériel et leur situation sociale poussent pratiquement les petits bourgeois. Tel est, d'une façon générale, le rapport qui existe entre les représentants politiques et littéraires d'une classe et la classe qu'ils représentent." (K : Marx - Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte)

LVOG - On aura compris que dès l'origine social-démocratie rimait avec collaboration de classe avec les capitalistes et le régime.

Les revendications sociales du prolétariat ne devaient plus être révolutionnaires, donc cesser d'exiger l'abolition des rapports sociaux d'exploitation sur lesquels reposait le régime capitaliste et prendre une "*tournure démocratique*" qui traduit en termes politiques signifiait abdiquer son pouvoir ou se soumettre à ses maîtres et au régime.

Quant à la petite bourgeoisie, de nos jours plus qu'à l'époque de Marx apparemment, elle renoncera d'autant plus facilement à la "*forme purement politique*" de ses "*revendications démocratiques*" que son statut était incompatible avec toute indépendance de classe. Dès lors en fonction des circonstances ou des rapports entre les classes, seules les avantages sociaux ou les privilèges qu'elle pourrait tirer ou marchander de son alliance temporaire et opportuniste avec le prolétariat ou avec la bourgeoisie détermineront au côté de quelle classe elle se range.

En France, quand le PS retirera le tapis sous les pieds des couches inférieures des classes moyennes, elles continueront de profiter des privilèges qui leur avaient été accordés au cours des décennies précédentes, et quand récemment elles commencèrent à s'apercevoir qu'ils étaient en voie de disparition et leur classe avec, elles désertèrent le PS, mais comme simultanément elles constatèrent que le mouvement ouvrier continuait de collaborer ouvertement avec le régime, au lieu de s'allier avec lui, une partie remis son destin entre les mains de Macron et de LREM en imitant ses couches supérieures, tandis que la majorité d'entre elles ne comprenant pas ce qui leur arrivait se réfugia dans la passivité en attendant des jours meilleurs. Leur condition se dégradant à vue d'oeil et saisissant enfin que le pire les attendait sous Macron, en désespoir de cause une minorité d'entre envisagea de se soulever contre le régime de manière anarchique, sans direction ni programme ou parti, ce qui donna le mouvement du 17 novembre 2018. A suivre.

**Un internaute** : "*La république n'est pas une démocratie, mais une oligarchie.*"

Exact, la dictature de la ploutocratie, le carcan qui étouffe la démocratie...

K. Marx - La République n'est, d'une façon générale, que la forme de transformation politique de la société bourgeoise et non pas sa forme de conservation... (K : Marx Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte)

C'est la raison pour laquelle nous ne revendiquons pas la République, mais une République ouvrière ou sociale, donc en lui donnant un contenu de classe précis.

Pourquoi ne pas s'en passer carrément ? Pardi, parce qu'on ne peut pas supprimer les classes du jour au lendemain, il faut être sérieux et cohérent, nous ne sommes ni des gauchistes ni des anarchistes, nous nous en tenons à la réalité, aux rapports entre les classes et à leur évolution... Chaque chose en son temps.

---

## **Seconde partie**

### **Ils craignent qu'un assaut des masses renverse le monarque et le régime.**

- "Gilets jaunes" : le dispositif de sécurité inouï pour protéger Emmanuel Macron - 6Medias 12 décembre 2018

"Le Château s'est transformé en véritable château fort", peut-on lire dans Le Canard Enchaîné qui explique que 500 gardes républicains du premier régiment d'infanterie et une centaine de policiers et de gendarmes du Groupe de sécurité de la présidence de la République auraient été appelés.

Les lances à eau étaient prêtes pour repousser les éventuels ennemis, tout comme un hélicoptère prévu afin d'"exfiltrer le chef de l'Etat" selon le Canard Enchaîné qui fait une révélation sur les VBRG, "véhicules blindés à roues de la gendarmerie".

### **La fabrique du consentement... est enrayée !**

- Malgré les mesures annoncées, les "gilets jaunes" restent mobilisés - franceinfo 11 décembre 2018

Depuis ce matin mardi 11 décembre, les "gilets jaunes" de Saint-Étienne-de-Rouvray (Seine-Maritime) occupent encore un rond-point. Ils sont une centaine, à peine moins qu'au début du mouvement, mais déçus, voire excédés par les annonces du chef de l'État, ils sont prêts à intensifier leurs actions. "On va bloquer l'économie comme on fait depuis le départ, sauf que cela va être plus serré qu'avant", annonce Alexandre, le coordinateur des "gilets jaunes" de Rouen. Toute la semaine, les "gilets jaunes" vont installer des barrages filtrants ou mener des opérations surprises. Mardi 11 décembre au matin, une centaine d'entre eux a bloqué un centre de traitement des déchets pendant plusieurs heures.

Chaque jour, la mobilisation est sans faille grâce à leur organisation en roulement. Les "gilets jaunes" sont soutenus en grande partie par les conducteurs pourtant piégés dans des bouchons de plusieurs kilomètres. Déterminés, tous ces "gilets jaunes" manifesteront samedi 15 décembre, la plupart restera sur place à Rouen et n'ira pas à Paris. Après l'acte IV, ils promettent de revenir sur le même rond-point au milieu duquel ils ont planté un sapin de Noël, signe qu'ils sont prêts à bloquer jusqu'aux fêtes de fin d'année. franceinfo 11 décembre 2018

- Un manifestant en Isère : «Mais nous, on tient le pavé pour aller jusqu'au bout.». Le bout, pour Claude, ce serait un référendum citoyen pour «secouer les cocotiers sur lequel les puissants sont assis». Libération 11.12

Parmi les revendications des «gilets jaunes», l'une, particulièrement détaillée, a le vent en poupe. Un référendum d'initiative citoyenne permettrait au peuple d'être à l'initiative de la loi, une revendication récurrente lors de la Révolution française. Mais la possibilité de révoquer un élu s'opposerait directement au fonctionnement de la «démocratie représentative».

C'est peut-être la dimension la plus profonde des «gilets jaunes»: le mouvement ne demande pas seulement des mesures sociales contre la vie chère, mais souhaite aussi une meilleure expression politique des citoyens.

«Création d'un site lisible et efficace, encadré par un organisme indépendant de contrôle où les gens pourront faire une proposition de loi. Si cette proposition de loi obtient 700 000 signatures alors cette proposition de loi devra être discutée, complétée, amendée par l'Assemblée nationale qui aura l'obligation (un an jour pour jour après l'obtention des 700 000 signatures), de la soumettre au vote de l'intégralité des Français.»

Mais que recouvre exactement ce RIC? Quatre choses si l'on en croit une vidéo visionnée depuis mardi dernier par près de 600.000 internautes. Les «gilets jaunes» demandent: un RIC abrogatoire qui permettrait au peuple d'abroger une loi ; un RIC révocatoire, qui permettrait au peuple de «révoquer n'importe quel responsable politique, aussi bien le président, qu'un ministre, un député ou n'importe quel élu» ; un RIC législatif, qui permettrait au peuple de proposer un texte de loi ; un RIC constituant qui permettrait d'amender la Constitution (voire d'en changer?).

Les «gilets jaunes» estiment que ces RIC sont le seul moyen pour le peuple de «reprenre sa souveraineté». «Il n'y a rien à négocier en termes de mesures avec le gouvernement. Ce qui doit nous importer tous, c'est de reprendre le pouvoir (...) Il faut aller absolument au cœur du problème, ne pas réfléchir avec les logiciels du système», peut-on entendre dans la vidéo.

Ces débats sont aussi anciens que la démocratie moderne. «Depuis le XVIIIe siècle, le débat sur la démocratie a toujours oscillé entre deux formes, celle de Montesquieu et celle de Rousseau», rappelle l'historien du droit Jacques de Saint-Victor, professeur à l'Université Paris-8. Montesquieu était partisan d'une démocratie représentative: ce sont les représentants du peuple qui exerce la souveraineté. «Le peuple est admirable pour choisir ceux à qui il doit confier quelque partie de son autorité (...) Mais, saura-t-il conduire une affaire, connaître les lieux, les occasions, les moments, en profiter? Non: il ne le saura pas», écrit-il dans *De l'Esprit des lois*. De l'autre côté, Jean-Jacques Rousseau plaide pour une démocratie directe. «Le peuple anglais pense être libre ; il se trompe fort, il ne l'est que durant l'élection des membres du parlement; sitôt qu'ils sont élus, il est esclave, il n'est rien», écrit-il dans *Du Contrat social*. *Le Figaro* 11.12

Face à ce dilemme, il n'existe pas cinquante alternatives : soit le peuple travailleur est capable de se doter d'un parti ouvrier et de représentants conscients et honnêtes pour représenter réellement ses intérêts une fois qu'il l'aura porté au pouvoir, soit il en est incapable et ses intérêts ne seront jamais pris en compte et le pire est à venir.

Jusqu'à présent il a plutôt fait la preuve qu'il n'était pas capable de se doter d'un tel parti et de tels dirigeants, absolument aucun parti existant de nos jours ne peut postuler à ce rôle historique. Constat à la fois consternant et terrifiant s'il en est. Soit on l'admet, et on a une chance de pouvoir résoudre ce problème, soit on s'y refuse et on n'en aura aucune, chacun doit bien en prendre conscience.

C'est parce que nous n'avons jamais eu de dirigeants réunissant les deux conditions ou qualités requises impérativement, possédant un niveau de conscience politique suffisamment élevé et faisant preuve d'une honnêteté absolue, un ou quelques dirigeants de la trempe des maîtres du marxisme, que nous sommes dans cette situation. Les faits et le bilan de nos dirigeants sont assez éloquentes pour qu'on n'ait pas besoin de citer de noms.

## **Ils ferraillent durs les éditocrates et les jaunes au service de l'ordre établi...**

- La bataille de l'opinion - LeParisien.fr 11.12

Comment s'y prendre pour éteindre un incendie qui couve depuis trente ans, brûle depuis deux mois et flambe depuis un peu plus de trois semaines maintenant ? LeParisien.fr 11.12

- Macron convainc l'opinion, pas tous les "Gilets jaunes" - Reuters 11.12

- Jacline Mouraud, l'une des figures des "gilets jaunes", appelle à "une trêve" après les annonces d'Emmanuel Macron - Franceinfo 11.12

### **O désespoir !**

« Le mouvement de sympathie dont pouvaient bénéficier les Gilets jaunes va quand même, peut-être, un peu s'apaiser » estime Julien Bargeton (LREM) - Publicsenat.fr 11.12

### **Pas de bol !**

- Allocution d'Emmanuel Macron : 54% des Français souhaitent la poursuite des actions des "gilets jaunes", en baisse de 12 points par rapport à fin novembre - Franceinfo 11.12

### **- "Gilets jaunes": Macron et Philippe s'efforcent d'enrayer le mouvement - AFP 11 décembre 2018**

Les mesures annoncées lundi soir en faveur du pouvoir d'achat, chiffrées à environ 10 milliards d'euros, n'ont cependant pas été jugées suffisantes par de nombreux protestataires, qui ont annoncé leur détermination à poursuivre les blocages et appelé à un "acte V" de la mobilisation samedi dans toute la France.

"Sur le coup, je me suis dit que Macron nous avait un peu entendus", confiait mardi à l'AFP Thomas Miralles, porte-parole des "gilets jaunes" des Pyrénées-orientales (sud-ouest). "Mais quand on regarde dans le détail, en fait pas du tout", résume cet homme qui compte venir manifester samedi à Paris.

Comme lui, nombreux étaient les "gilets jaunes" à exprimer leur mécontentement. D'autres accueillent plus positivement les annonces. "Il y a de bonnes idées, un mea culpa, qui arrive trop tard mais on ne va pas cracher dessus", estime Claude Rambour, 42 ans, "gilet jaune" dans le nord du pays. Jacline Mouraud, porte-parole réputée modérée, a elle appelé à "une trêve", en saluant "des avancées". AFP 11 décembre 2018

### **- "Gilets jaunes": vont-ils lever les barrages ? - Franceinfo 11 décembre 2018**

Les "gilets jaunes" étaient nombreux, lundi 10 décembre, à suivre l'allocution d'Emmanuel Macron à 20 heures. Alors, sont-ils convaincus, prêts à quitter les ronds-points qu'ils occupent depuis plus de trois semaines ? Réponses sur plusieurs zones de blocage.

Les annonces d'Emmanuel Macron ne les ont pas convaincus. Ces "gilets jaunes" ont décidé de revenir au matin du mardi 11 décembre tenir leur rond-point et continuer leur mouvement malgré le froid. À Pontarlier (Doubs), près de la frontière suisse, c'est d'abord le ton du président que les a déçus. À Roppenheim (Bas-Rhin), les "gilets jaunes" sont bien moins nombreux qu'hier. Ceux qui restent reconnaissent des avancées, mais encore insuffisantes, selon eux. À chaque "gilet jaune" ses besoins, ses revendications et donc ses frustrations par rapport aux annonces de lundi, à l'image de ces réactions à la Mède (Bouches-du-Rhône), près de Marseille. Alors, les plus

déterminés, comme à Montauban (Tarn-et-Garonne), ne comptent pas lâcher de sitôt. Un dialogue de sourds qui continue entre le président et des "gilets jaunes" qui campent encore sur de nombreux barrages.

Notre journaliste Théo Souman, en duplex depuis la Mède, nous le confirme : "Oui, les 'gilets jaunes' poursuivent leur mouvement. Ils sont une trentaine mardi matin à se relayer sur le rond-point de la Mède, près de Martigues. Ces 'gilets jaunes' se concertent depuis hier [10 décembre] sur les différents points de blocage. Tous concèdent que le président de la République a fait plusieurs gestes, mais pour beaucoup, les mesures annoncées sont insuffisantes. Par exemple, les travailleurs qui touchent un petit plus que le smic s'estiment oubliés, tout comme les retraités aux petites pensions, qui espéraient plus qu'une simple suppression de la hausse de la CSG. Ici, les 'gilets jaunes' vont poursuivre leurs actions : les barrages filtrants sur les routes ou encore le blocage du fret à l'aéroport de Marignane. Déjà, ces 'gilets jaunes' se disent prêts à manifester une fois de plus samedi prochain dans les rues de Marseille ou de Paris pour un éventuel acte V de leur mobilisation", conclut-il. Franceinfo 11 décembre 2018

### **- "Gilets jaunes" : après ses mesures sociales, Macron obtient l'aide des banques - AFP 11.12**

Encore un geste concret pour tenter d'apaiser des "gilets jaunes" toujours en colère: Emmanuel Macron a obtenu mardi une limitation des frais bancaires, qui s'ajoutera aux aides sociales annoncées lundi. AFP 11.12

### **Une grossière arnaque qui ne passe pas !**

### **- 100 euros de plus pour un salarié au smic : une mesure floue - LePoint.fr 11 décembre 2018**

D'où vont venir ces 100 euros ? Les membres de la majorité ont eu le plus grand mal à apporter des précisions claires sur la mesure. « Cette augmentation de 100 [euros], elle inclut la revalorisation du smic, qui est déjà prévue, et le reste, ça va être la solidarité, ça va être le budget de l'État qui va permettre de compléter ces salaires », indiquait Muriel Pénicaud, ministre du Travail, sur France 2, juste après l'allocution d'Emmanuel Macron.

La revalorisation de 1,8 % du smic prévue en janvier 2019, et déjà actée avant la crise des Gilets jaunes, correspond à une augmentation d'environ 20 euros net par mois. Mais cette mesure-là sera bien à la charge de l'employeur, contrairement à ce qu'a annoncé Emmanuel Macron. En fin de soirée, l'Élysée explique à l'Agence de France Presse que « les 100 euros de plus [net] pour le smic correspondent à une prime d'activité de 80 euros et [à] une baisse des charges de 20 euros ». Plus de trace de la revalorisation dans le calcul.

Une accélération

Mardi matin sur France Inter, Muriel Pénicaud avait d'ailleurs changé de version : « On va augmenter [leur revenu] de 100 euros, qu'ils auront en plus de la revalorisation du smic. » « Ce n'est pas le smic qui augmente » directement, précise également Richard Ferrand, président de l'Assemblée sur RTL mardi matin, mais bien la prime d'activité, associée à une baisse de charges. LePoint.fr 11 décembre 2018

### **- Hausse du Smic: d'où viennent les 100 euros de Macron? Lexpress.fr 11/12/2018**

La hausse prévue pour les smicards correspond à une accélération des hausses de prime d'activité sur trois ans.

Acte de générosité ou tour de passe-passe? Parmi les annonces faites lundi soir par Emmanuel Macron en faveur du pouvoir d'achat, il y a eu notamment la hausse du salaire des smicards à hauteur de 100 euros. Mais plusieurs médias ont cependant relevé que cette hausse reposera en grande partie sur une simple accélération de la hausse de la prime d'activité, prévue de longue date, sur les trois années à venir.

"Les 100 euros de plus pour le Smic correspondent à une prime d'activité de 80 euros et une baisse des charges de 20 euros", a-t-on indiqué à l'Élysée. "Ce sera fait le plus tôt possible, au plus tard en avril", a-t-on précisé.

Comme le rappelle France Info, la hausse de la prime d'activité allait s'échelonner comme suit : +30 euros en avril 2019, +20 euros en octobre 2020 et +20 euros en octobre 2021, soit un total de 70 euros qui, ajoutés à l'augmentation automatique du Smic prévue au 1er janvier prochain, atteint quasiment les 100 euros annoncés.

#### Une mesure déjà au programme

Le gouvernement accélère ainsi la mise en oeuvre de l'augmentation de cette prime d'activité, qui constitue un complément de salaire pour ceux qui sont rémunérés entre 0,5 et 1,2 Smic. Quelque 2,6 millions de personnes en bénéficient actuellement. L'exécutif avait déjà annoncé que le Smic mensuel brut, de 1498,47 euros soit 1184,93 euros net, allait connaître en janvier une revalorisation automatique -à la charge de l'employeur- de 1,8%, qui le porterait à 1210 euros net.

Mais tous les salariés rémunérés au Smic ne bénéficieront pas forcément de ce coup de pouce. Comme le précise Le Parisien, l'aide est calculée en fonction de la situation familiale et des revenus pour les personnes gagnant jusqu'à 1,2 Smic, donc jusqu'à 1379 euros net mensuels. Par ailleurs, ce bonus va décroissant pour les revenus allant du Smic à 1,2 Smic, et disparaît pour ceux situés en deçà d'un demi-Smic, à savoir 300 000 ménages, afin de ne pas les encourager à prendre des emplois à temps très partiel.

La hausse prévue pour les smicards correspond à une accélération des hausses de prime d'activité sur trois ans.

Acte de générosité ou tour de passe-passe? Parmi les annonces faites lundi soir par Emmanuel Macron en faveur du pouvoir d'achat, il y a eu notamment la hausse du salaire des smicards à hauteur de 100 euros. Mais plusieurs médias ont cependant relevé que cette hausse reposera en grande partie sur une simple accélération de la hausse de la prime d'activité, prévue de longue date, sur les trois années à venir.

"Les 100 euros de plus pour le Smic correspondent à une prime d'activité de 80 euros et une baisse des charges de 20 euros", a-t-on indiqué à l'Élysée. "Ce sera fait le plus tôt possible, au plus tard en avril", a-t-on précisé.

Comme le rappelle France Info, la hausse de la prime d'activité allait s'échelonner comme suit : +30 euros en avril 2019, +20 euros en octobre 2020 et +20 euros en octobre 2021, soit un total de 70 euros qui, ajoutés à l'augmentation automatique du Smic prévue au 1er janvier prochain, atteint quasiment les 100 euros annoncés. Une mesure déjà au programme

Le gouvernement accélère ainsi la mise en oeuvre de l'augmentation de cette prime d'activité, qui constitue un complément de salaire pour ceux qui sont rémunérés entre 0,5 et 1,2 Smic. Quelque 2,6 millions de personnes en bénéficient actuellement. L'exécutif avait déjà annoncé que le Smic mensuel brut, de 1498,47 euros soit 1184,93 euros net, allait connaître en janvier une revalorisation automatique -à la charge de l'employeur- de 1,8%, qui le porterait à 1210 euros net.

Mais tous les salariés rémunérés au Smic ne bénéficieront pas forcément de ce coup de pouce. Comme le précise Le Parisien, l'aide est calculée en fonction de la situation familiale et des revenus pour les personnes gagnant jusqu'à 1,2 Smic, donc jusqu'à 1379 euros net mensuels. Par ailleurs, ce bonus va décroissant pour les revenus allant du Smic à 1,2 Smic, et disparaît pour ceux situés en deçà d'un demi-Smic, à savoir 300 000 ménages, afin de ne pas les encourager à prendre des emplois à temps très partiel. De quoi inspirer à Martine Aubry un tweet non dépourvu d'ironie.

Enfin, il y a une dernière subtilité : Le Figaro a relevé que cette hausse de 100 euros net pour les smicards figurait déjà à la page 7 du programme de campagne présidentielle d'Emmanuel Macron.

"Tous les smicards qui bénéficient de la prime d'activité toucheront par exemple l'équivalent d'un 13e mois de salaire, soit 100€ nets de plus chaque mois", y lit-on. La mesure, initialement prévue pour la fin du quinquennat, est simplement avancée. Lexpress.fr 11/12/2018

### **- Isère. «C'est inacceptable la façon qu'il a eue de détourner les choses» - Liberation.fr 12 décembre 2018**

Au nord-ouest de Grenoble, les ronds-points ont été vidés au lendemain de l'allocution présidentielle. Pourtant, certains restent motivés à défendre les plus pauvres face à un discours jugé malhonnête.

Mardi, il ne reste rien sur le terre-plein, si ce n'est une poignée de gilets jaunes décidés à «ne pas lâcher» la lutte. Ce grand nettoyage au petit matin, c'est «pour faire croire aux gens qui circulent que c'est fini, comme par hasard juste après le discours de Macron», dénonce Bernard, 63 ans. Technicien à la retraite, il n'y voit qu'un «enfumage» de plus du gouvernement. Les 100 euros alloués aux smicards ? «Du flanc, s'exclame-t-il. Cela ne concerne en fait que la prime d'activité. C'est de l'arnaque.» La question des heures supplémentaires fait rigoler le retraité : «J'étais aux 35 heures mais j'en faisais 45 par semaine, j'étais payé à la tâche et si le boulot n'était pas fini en temps et en heure, c'était mon problème.»

Avec 2 000 euros net pour vivre avec son épouse, Bernard s'estime privilégié. Mais il est sur le rond-point chaque jour «pour les jeunes et pour les gens qui sont dans la merde». La spéculation financière et l'évasion fiscale le font «dégueuler». Il prédit : «Notre société va devenir hyperviolente à cause des trop grands écarts de richesse entre la caste des dirigeants, la haute bourgeoisie qui ne crée rien, ne produit rien, et le peuple.» A ses côtés, Alexandra est aussi là pour les autres. La quadragénaire, qui travaille dans un service administratif, reconnaît qu'elle n'est «pas concernée par les mesures annoncées». Mais «je n'oublie pas d'où je viens», dit-elle, en parlant de sa famille d'ouvriers. Mère de quatre enfants, Alexandra trouve «inacceptable la façon qu'a eue Macron de détourner les choses» durant son allocution. «Ces mesures ciblent une population qui pourrait y croire parce que certains n'ont pas l'éducation pour comprendre tous les tenants et les aboutissants», considère-t-elle, fustigeant les raccourcis «colportés» par les bandeaux de BFM TV : «Ça me fait saigner des yeux.» Du coup, Alexandra sera «toujours gilet jaune le week-end prochain» pour cet acte V de la mobilisation qui s'annonce. Elle veut «redonner aux gens les moyens de vivre et pas juste survivre».

A 10 kilomètres de là, au rond-point de Beaucroissant, les gendarmes ont aussi lancé une opération destruction, à l'aube. Mais le cabanon qui se trouvait au passage de la D1085 a été repiqué par les gilets jaunes à quelques mètres de là dans un champ, avec l'autorisation du propriétaire.

Sur la parcelle, une autre cahute a été bâtie accolée à un mobil-home. Une dizaine de gilets jaunes y prennent le café. Pour Claude, paysan de 57 ans, le discours présidentiel était en réalité un moyen «d'accélérer la vieille stratégie du "diviser pour mieux régner"». «On le voit sur le rond-

point, depuis ce matin, beaucoup ont déjà enlevé leur gilet de leur pare-brise, certains font la gueule, note-t-il. Mais nous, on tient le pavé pour aller jusqu'au bout.» Le bout, pour Claude, ce serait un référendum citoyen pour «secouer les cocotiers sur lequel les puissants sont assis». Face à lui, Natacha, 21 ans, acquiesce. Infirmière à l'hôpital, elle a dû prendre un petit boulot à côté pour s'en sortir après avoir vu sa fiche de paie baisser sur trois ans. «Depuis le 17 novembre, on se rencontre enfin, dit-elle. Avant, on vivait les uns à côté des autres, là, on est presque devenus une famille.» Liberation.fr 12 décembre 2018

### **- Ille-et-Vilaine «Macron est un menteur, où va-t-il prendre l'argent ?» - Liberation.fr 12 décembre 2018**

Les annonces du Président n'ont pas convaincu les gilets jaunes près de Rennes, qui restent mobilisés.

Près du rond-point qui commande l'accès du centre commercial Grand Quartier près de Rennes, où un des groupes de gilets jaunes de la métropole a établi son camp, l'heure n'est pas au démontage, loin s'en faut. Et après le discours d'Emmanuel Macron, qualifié «d'enfumage», on se dit plus mobilisé que jamais, tout en s'activant autour des abris de fortune érigés en palettes de bois. «Il y a le salon, la salle à manger, vous pouvez visiter», indique un gilet jaune, tandis qu'un autre, perceuse en main, bricole une «cuisine aménagée». De jour en jour, ces manifestants se sont organisés et ne sont pas près de lâcher prise. «Vous avez vu toute la nourriture qu'on nous apporte ? On a de quoi tenir !» remarque Killian, 21 ans, qui raconte que son patron, déménageur et sans travail à lui proposer en ce moment, lui a glissé quelques billets dans une enveloppe pour le soutenir. Quant à l'annonce du chef de l'Etat laissant entendre qu'il y aurait une hausse de 100 euros du smic quand il s'agissait de la prime d'activité, elle n'aura guère calmé les esprits.

«Il n'a rien annoncé, c'était déjà acquis, dénonce Christelle, boulangère et une des porte-parole du groupe. C'est un menteur. Et où va-t-il prendre l'argent ? Ce qu'il donne d'une main, il le reprend de l'autre.»

A ses côtés, autour du brasero, Agnès, 52 ans, complète : «Celui qui est au smic et bénéficiera de ces 100 euros va perdre des APL et passer dans la tranche d'imposition supérieure. Au final, il ne restera rien. Pareil pour la prime de fin d'année, la plupart des petits patrons ne pourront pas la payer, tout ça c'est du pipeau.» Agnès, en «arrêt longue maladie» qui, entre deux échanges, lève le poing pour répondre aux signes de sympathie des automobilistes, regrette aussi qu'il n'ait été question ni du rétablissement de l'ISF ni de la revalorisation de l'allocation adulte handicapé. Aux yeux de ces gilets jaunes, dont une vingtaine est partie lundi soir pour une opération escargot au péage de la Gravelle après l'allocution présidentielle, la suppression de la hausse de la CSG pour certains retraités n'a pas eu davantage de succès. «Personnellement, je ne paie pas de CSG, ça ne m'apporte rien», remarque Raymonde, 65 ans. Même chose pour la défiscalisation des heures supplémentaires, qui ne concernera «qu'une petite partie de la population», selon Didier, 56 ans, employé cordonnier.

«Nous avons écouté tous ensemble le Président et j'ai été très déçu, lâche ce grand gaillard, la barbe poivre et sel et des bagues à tête de mort aux doigts. Je pensais qu'il était beaucoup plus intelligent que ça. Qu'il allait frapper fort. Avec un smic à 1 500 euros ou la suppression du Sénat, et un Etat qui redevienne plus interventionniste. Il a encore écouté les technocrates. On nous dit qu'il n'y a pas d'argent, mais il faut arrêter avec ce CICE pour des entreprises comme Total ou Carrefour, qui n'en ont pas besoin.»

Loïc, 65 ans, «médecin qui soigne régulièrement des gens gratuitement», s'invite dans la conversation, demande s'il y a une cagnotte, glisse un billet dans la main d'un gilet jaune, évoque les «milliards d'euros» engloutis par l'EPR de Flamanville ou l'évasion fiscale. Il aimerait qu'on fasse «bouger les banques», sur les frais d'intervention fixes lorsqu'on est à découvert ou quand le titulaire d'un crédit se retrouve au chômage. Philippe, retraité, venu lui aussi soutenir le

mouvement, estime qu'il «va falloir partager les richesses, sinon on n'y arrivera pas». «On n'est pas contre les riches, reprend Agnès. C'est le fait qu'il y ait un si grand écart entre les ultrariches et les pauvres qui ne va pas.» Liberation.fr 12 décembre 2018

### **- Sur Facebook, les gilets jaunes tentent de démêler le vrai du faux sur le Smic - Le HuffPost 12 décembre 2018**

Le flou est -presque- total.

Car sur ces pages Facebook, les annonces du président de la République ont avant tout suscité un mélange de déception et d'indignation. Beaucoup de ces contestataires pointent du doigt le caractère incomplet des mesures promises...

Certains de ces contestataires tentent de démêler le vrai du faux en décryptant les mots choisis par Emmanuel Macron et la majorité en mode service après-vente, quand d'autres tombent dans le piège des fausses informations inévitables au sein de ces communautés. Toutes ces publications ont toutefois un point commun: elles montrent toute la détermination des gilets jaunes à continuer le mouvement malgré l'allocution présidentielle.

D'autres se montrent plus virulents et accusent le président d'avoir ouvertement "menti" en promettant une revalorisation du salaire minimum. En effet, cette mesure ne touche pas le Smic en lui-même, mais bien la prime d'activité. Une subtilité qui a pour conséquence d'exclure certains Français pourtant rémunérés au salaire minimum, l'aide sociale en question étant calculée en fonction des revenus du foyer.

Le Monde rappelle que cette aide sociale n'est pas imposable et n'a que très peu de chance de le devenir. "Son augmentation ne change donc rien à la déclaration de revenus des personnes concernées", écrit le quotidien. Le HuffPost 12 décembre 2018

### **- Gilets jaunes Mesures et entourloupes à la loupe - Liberation.fr 12 décembre 2018**

La formule d'Emmanuel Macron était habile : «Le salaire d'un travailleur au smic augmentera de 100 euros par mois dès 2019 sans qu'il n'en coûte 1 euro de plus pour l'employeur.» A peine son intervention terminée, les chaînes d'info en continu pouvaient titrer : «Hausse du smic de 100 euros». En fait, pas vraiment... D'abord parce que, contrairement à ce que réclament depuis des années une partie de la gauche et des syndicats, il n'y aura pas de hausse «légale» du salaire minimum. Ensuite parce que les salariés au smic ont déjà reçu une partie de cette somme en 2018. Pour le cas d'un célibataire sans enfant, c'est 20 euros via la suppression de cotisations salariales et environ 13 euros au terme de deux précédentes revalorisations de la prime d'activité. Et enfin parce que, pour 2019, la majorité a déjà voté à l'Assemblée nationale une «nouvelle bonification» de 30 euros de la prime d'activité. Macron demande donc à son gouvernement d'avancer les hausses (de deux fois 20 euros) de la même prime d'activité prévue pour 2020 et 2021.

Mardi après-midi, juste avant le vote solennel du projet de loi de finances au Sénat, le gouvernement a profité d'une (toute) petite fenêtre parlementaire pour avancer le versement de la bonification de 2019. Prévue au 1er avril, elle interviendra finalement le 1er janvier. Mais, attention : dans les faits, le versement prend souvent du temps et un bénéficiaire de la prime d'activité patiente souvent trois mois avant de voir la couleur d'une revalorisation. «On va voir avec la Caisse nationale des allocations familiales s'il est possible de raccourcir ce délai», souligne un conseiller ministériel. Le gouvernement a également fait voter au Sénat une enveloppe supplémentaire de 600 millions d'euros pour financer cette «accélération» de la prime d'activité.

Par ailleurs, le smic augmentera légalement au 1er janvier, de 1,8 % pour suivre l'évolution des prix. Ce dont le gouvernement se gargarise. «Cela veut dire qu'un salarié au smic était en décembre 2017 à 1 307 euros et touchera, en janvier, 1 430 euros, soit 123 euros de plus», ajoute ce même conseiller. Ce qui veut dire que pour arriver aux 100 euros annoncés par Macron, l'exécutif part d'une situation datant du 31 décembre 2017 et non 2018. De plus, met en garde la députée PS Christine Pirès-Beaune, les couples risquent d'être pénalisés : «La prime d'activité n'est pas individualisée et dépend des ressources du foyer. Des personnes vont donc se dire, de bonne foi, qu'ils vont bénéficier de la mesure mais ce ne sera pas le cas. Dans la période, on n'a pas le droit d'être ambigu.»

Tout ça était déjà assez compliqué quand Edouard Philippe a expliqué aux députés mardi que son objectif n'était «pas d'en rester à ceux qui bénéficient aujourd'hui de la prime d'activité». Apparemment, le gouvernement veut «faire en sorte [...] que l'ensemble de ceux qui sont rémunérés au smic puissent bénéficier de cette augmentation. C'est donc aller plus loin que le dispositif tel qu'il existe aujourd'hui.» Comment ? Mystère... Il faudra attendre les futurs décrets pour le savoir. Liberation.fr 12 décembre 2018

### **Et puis, ils s'y mettent tous !**

- Justice. La grève perdure, Belloubet persiste - Liberation.fr 11.12

Les robes noires organisent une nouvelle «journée morte» ce mercredi pour protester contre le projet de loi de la garde des Sceaux, actuellement examiné par les députés. Au cœur de la lutte, le barreau de Rouen, à l'arrêt depuis le 4 décembre, rejoint par des confrères d'Ile-de-France, de Toulon... Liberation.fr 11.12

- La mobilisation lycéenne ne faiblit pas - Reuters 11.12

Quatre cent cinquante établissements étaient perturbés mardi par des lycéens dénonçant notamment les réformes du baccalauréat et de l'accès à l'université... Reuters 11.12

### **Même la victoire des jaunes ou corporatistes n'y fait rien!**

**- La CFDT grande gagnante des élections professionnelles - Liberation.fr 11 décembre 2018**

La centrale réformiste est devenue le premier syndicat français public et privé confondus. Au-delà de l'effet d'annonce, la faible participation peut aussi inquiéter les organisations.

Dans les faits, la CGT reste certes première, en pourcentage, dans la fonction publique prise dans son ensemble (Etat, hospitalière, territoriale) avec 21,8% des suffrages. Le syndicat de Philippe Martinez devance encore la CFDT (19%) et FO (18,1%). Mais il suffisait que l'avantage en voix de la CGT, tous secteurs confondus, diminue de 20 000 pour que la CFDT lui passe devant. C'est désormais chose faite.

Sur les conseils des pros de la com, le logo CGT avait carrément été zappé de la première page des documents distribués. «On avait remarqué que les agents avaient souvent du mal à prendre nos tracts. Avec ce nouveau format, sans logo, ça marche mieux», expliquait il y a quelques jours, Erwan Trézéguet, chargé de la campagne pour la CGT Fonction publique. Mais cela n'a pas suffi.

De son côté, FO, qui pouvait redouter une baisse de sa côte de popularité en raison des récents scandales au sein de l'organisation, a préservé l'essentiel. Le syndicat reste à la première place «dans la #Fonctionpublique de l'Etat et conquiert la seconde place dans la Fonction publique hospitalière», a tweeté son secrétaire général Yves Veyrier. Lui qui, il y a deux semaines, se disait

confiant : «Je ne pense pas que les électeurs attachent tant que ça d'importance à ce qu'il se passe à la tête du syndicat», avançait-il. Les faits lui ont donné raison.

Mais au-delà des effets d'annonce des uns et des autres, ces élections peuvent aussi inquiéter les organisations syndicales. Lancées il y a deux semaines, elles ont été largement boudées par les 5,2 millions d'agents concernés : la participation est passée pour la première fois symboliquement sous la barre des 50% (49,9%), en retrait de 2,9 points par rapport à 2014. En raison de ce recul, les organisations baissent en voix : «la CGT a perdu 78 500 voix par rapport à 2014 et la CFDT 47 620», a précisé le secrétaire d'Etat à la Fonction publique Olivier Dussopt, en présentant les résultats à la presse. Au total, par rapport à 2014, la CGT a baissé de 1,3 point et la CFDT de 0,3 point. Liberation.fr 11 décembre 2018

### **Le timing parfait ou une pure coïncidence !**

Puisque le discours du souverain sur les ondes oligarchiques à ses sujets n'avait pas suffi à les calmer, un petit attentat qui tombe à pic, et comme de bien entendu ou pour les précédents, l'auteur présumé du coup de feu était pris en charge par la DGSI, la fabrique de criminels ou terroristes.

Idiot utile et pousse au crime, demandez le mode d'emploi. Cela ne s'invente pas, encore un "terroriste" qui était pris "en charge par la DGSI" !

**Libération 12 décembre 2018** - Le suspect, où plutôt l'homme le plus recherché d'Europe devrait-on dire, s'appelle Chérif Chekatt. Il a 29 ans, est né à Strasbourg, dans une petite cité HLM à l'ouest de la ville, le Hohberg. Les premiers éléments de son parcours se dessinent, surtout à travers un casier judiciaire largement noirci... Il comporte 27 mentions, dont 25 condamnations.

Il a 17 ans quand le tribunal pour enfants de Metz le condamne à deux ans d'emprisonnement pour vol aggravé, enlèvement et séquestration. Les peines s'enchaînent ensuite à un rythme effréné. Tant et si bien que sa vie d'adulte se construit à l'ombre. En 2008, il est derrière les barreaux pour violences sur PDAP. Là encore il écope de deux ans de prison, sanction confirmée par la cour d'appel de Nancy. Peu de temps après, il est condamné pour une rixe dans un centre commercial de Strasbourg, où il blesse un jeune homme de 16 ans avec des tessons de bouteille. Résultat : deux ans de prison avec sursis avec mise à l'épreuve (qui sera révoqué en 2012). Celui qui est devenu multirécidiviste se retrouve à la maison d'arrêt de Mulhouse en 2013 (dix-huit mois pour violences aggravées) puis à celle d'Epinal en 2014 (trois mois d'emprisonnement supplémentaires pour violence sur PDAP) et enfin à Strasbourg. «On ne peut pas dire qu'il s'est radicalisé à ce moment-là. Sa radicalisation a été détectée car il l'était déjà», pointe la même source auprès de Libé. Il est repéré pour son «attitude prosélyte» a confirmé Rémy Heitz.

Après sa sortie de prison en 2015, ce sera au tour des autorités allemandes d'entendre parler de Chérif Chekatt. A l'été 2016, il est condamné à deux ans et trois mois d'emprisonnement pour deux cambriolages, d'abord une pharmacie, puis un cabinet dentaire. Selon le journal Tagesspiegel, il y a dérobé de l'argent liquide et des dents en or. Il sera expulsé vers la France en 2017 après avoir purgé sa peine. Chérif Chekatt fait l'objet d'une fiche S (pour sûreté de l'Etat) émise en mai 2016 par la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI). Cet outil, de pur renseignement, permet au service d'enregistrer régulièrement des informations sur la personne ciblée, notamment sur ses déplacements. En outre, Chérif Chekatt a été inscrit au fichier des signalements pour la prévention de la radicalisation à caractère terroriste en janvier 2016. Abondé par plus de 20 000 noms, ce document recense l'ensemble des personnes connues en France pour leur proximité avec l'idéologie jihadiste. Selon une source spécialisée, plus de la moitié de ces personnes sont suivies activement par les services de contre-terrorisme. Les plus inquiétantes sont directement prises en charge par la DGSI, ce qui était le cas du Strasbourgeois.

Le suspect, dont les parents et les deux frères étaient mercredi soir en garde à vue, était recherché par les enquêteurs dans le cadre d'une affaire de «tentative d'assassinat et association de malfaiteurs en vue de la commission d'un crime». Le juge d'instruction strasbourgeois avait ainsi délivré une commission rogatoire pour procéder à son interpellation mardi. Toutefois, quand les gendarmes sont arrivés à son domicile, il avait pris la fuite. La perquisition opérée a permis de mettre au jour un arsenal assez conséquent, composé, selon le procureur de Paris «d'une grenade défensive, quatre couteaux, dont deux de chasse, et un fusil 22 Long Rifle». Alors, quand les premières descriptions du tueur du marché de Noël affluent, les enquêteurs pensent spontanément à lui. Libération 12 décembre 2018

### **- Premiers informés sur l'attentat de Strasbourg : des Israéliens - panamza.com 12.12**

La photographie du suspect a été divulguée et diffusée massivement par des réseaux israéliens. La preuve en sources.

Encore une fois, des éléments confidentiels relatifs à l'auteur présumé de cet attentat terroriste ont été divulgués -en premier- par des Israéliens et des comptes anonymes engagés pour Israël.

Ainsi, mardi soir, à 22h51 (soit trois heures seulement après les faits et bien avant la presse internationale), Ronen Solomon, prétendu "analyste indépendant" israélien dans le domaine du renseignement et de l'imagerie satellite (et ancien journaliste salarié par un ami de Netanyahu), fut le premier influenceur de Twitter (basé à Tel Aviv) à diffuser conjointement la photo et l'âge de Cherif Chekatt. Détail troublant : il a depuis supprimé son tweet pourtant massivement repris (et sauvegardé, heure à l'appui, en capture d'écran -visible plus haut- par Panamza).

Neuf minutes plus tard (à 23h), BNL News, pseudo-site d'info américain (mais engagé pour Israël et contre le Hamas) a également repris la photo, partagée en masse sur Twitter.

À 23h03, c'est au tour de l'Israélienne "Rosanna" (oui, oui : celle qui avait annoncé à deux reprises un attentat de Daech contre les Gilets jaunes) de dévoiler la photo.

Dernier exemple : le cas de Jean-Patrick Grumberg, militant judéosioniste et journaliste franco-américano-israélien du site anti-français/anti-arabe Dreuz. Proche de l'agent d'influence franco-israélien Gilles-William Goldnadel, Grumberg a rédigé un article particulièrement détaillé en éléments d'information confidentiels sur Cherif Chekatt dans la nuit de mardi à mercredi.

À souligner, en attendant les suites de la contre-enquête de Panamza : vers 1h du matin, l'homme assis à la droite d'Emmanuel Macron dans la cellule de crise n'était autre que Laurent Nunez, secrétaire d'État à l'Intérieur et ami intime du judéofasciste (basé en Israël) Sam Ghozlan. panamza.com 12.12

Précision. Je sais qu'à certains égards ce portail est infréquentable, mais il arrive qu'il fournisse des informations qu'on ne trouvera nulle part ailleurs, ou pire, sur des portails d'extrême droite. Ici, tout ce qui est dit est sourcé.

### **- Fusillade à Strasbourg : la France placée en "urgence attentat" - Franceinfo 12.12**

Le niveau d'alerte du plan Vigipirate, partout dans le territoire, a été relevé. Nous sommes passés en "urgence attentat". Ce niveau "permet la mobilisation exceptionnelle de moyens matériels et humains pour renforcer les contrôles. Des contrôles aux frontières qui hier [mardi 11 décembre] ont été renforcés à plusieurs endroits et puis aussi sur les marchés de Noël", précise le journaliste Jean-Baptiste Marteau en direct du ministère de l'Intérieur. "Des dizaines de militaires supplémentaires ont été déployés sur le terrain dans le cadre de cette opération Sentinelle", poursuit-il.

Ce déploiement est effectif sur tout le territoire, car "ce niveau 'urgence attentat' s'applique depuis hier partout en France et pas uniquement dans la région de Strasbourg (Bas-Rhin). Il faut aussi savoir que le plan Vigipirate a été entièrement revu en 2016 après les attentats de Paris. Il est désormais divisé en trois niveaux : la simple vigilance, le niveau 'sécurité renforcée', qui était déjà en vigueur depuis plus de deux ans, et ce stade 'urgence attentat', qui a été déclenché". Ce plan est limité dans le temps et "devrait durer quelques heures ou quelques jours, le temps de retrouver le terroriste". Franceinfo 12.12

Le "*terroriste*" ? Quel terroriste ?

**- Attaque à Strasbourg: "la motivation terroriste de l'acte n'est pas encore établie", selon Nuñez - AFP 12.12**

Laurent Nuñez, le secrétaire d'État à l'Intérieur, mercredi matin.

**Une occasion à saisir pour une nouvelle manifestation d'union nationale.**

**- Mélenchon et les Insoumis font une standing ovation à Édouard Philippe - HuffPost 12.12**

Un instant de trêve. Alors que la mobilisation des gilets jaunes et la réponse policière qui y est apportée ne cessent de diviser Jean-Luc Mélenchon et Édouard Philippe, les deux hommes se sont offert un moment de répit ce mercredi 12 décembre à l'Assemblée.

Édouard Philippe : "Nous pourrions exprimer nos désaccords parce que, fondamentalement monsieur le président Mélenchon, nous sommes d'accord pour défendre la République et la démocratie", le groupe insoumis se levant, déclenchant une standing ovation dans l'ensemble de l'hémicycle.

Dans sa question, un peu plus tôt, Jean-Luc Mélenchon avait déjà fait montre de sa volonté d'union de la nation dans l'épreuve traversée à la suite de l'attaque de Strasbourg. Il avait notamment dit au gouvernement "la totale solidarité des insoumis dans la traque que vous avez entreprise pour capturer l'assassin". HuffPost 12.12

Vous ne trouvez pas qu'on a l'impression d'avoir affaire à des gens du même monde qui n'est pas le nôtre ?

**Cela sera-t-il suffisant pour briser cette mobilisation ? Pas sûr.**

Surtout que...

**- Le patronat applaudit les mesures annoncées par Macron - RT 12.12**

Le Medef et plusieurs organisations de dirigeants se sont félicités des mesures annoncées par Emmanuel Macron, qui ne devraient pas affecter la compétitivité des sociétés. Toutefois, ils estiment que la prime de fin d'année sera rarement versée. RT 12.12

**La question lancinante, leur cauchemar !**

**- Après l'attaque à Strasbourg, les "gilets jaunes" vont-ils poursuivre la mobilisation ? - francetvinfo.fr 12.12**

"Il ne faut pas avoir peur et il faut continuer notre action, lance une manifestante habillée de sa veste fluo. Si on s'arrête là-dessus, Macron va être content". Même détermination sur les réseaux sociaux où s'affichent côte à côte appels à manifester et messages de compassion pour les

victimes. Laëtitia Dewalle, une des figures du mouvement en Île-de-France, ira, elle, manifester. "Ils ont déjà la peur au ventre tous les mois à cause de leur compte en banque, c'est pas un terroriste qui va leur faire peur et qui va les empêcher de vivre", argumente-t-elle. En revanche, dans le Sud, Christophe Chalénçon, autre porte-parole, appelle à manifester mais "ni à Paris, ni dans les centres-villes, pour ne pas perturber le dispositif 'urgence attentat'". francetvinfo.fr 12.12

### **Ils se désolent ! Il va falloir une guerre ou quoi ?**

#### **- Après l'attaque de Strasbourg, la détermination intacte de "gilets jaunes" - AFP 12.12**

L'acte V des "gilets jaunes" sera-t-il maintenu samedi? Au lendemain de l'attaque de Strasbourg, le mouvement semblait décidé mercredi à poursuivre sa mobilisation malgré les appels du gouvernement à la "responsabilité".

De Tours à Marseille en passant par Calais, de nombreux "gilets jaunes" expriment leur solidarité avec les victimes de Strasbourg mais restent déterminés à faire entendre leur colère, dans la rue ou autour de ronds-points, après les mesures annoncées lundi soir par le chef de l'Etat.

Dans les Bouches-du-Rhône, le mouvement est "parti pour un acte V, en plus important même", affirme Thierry Marre, coordinateur des "gilets jaunes" à Istres, qui continue de réclamer comme d'autres "la démission" d'Emmanuel Macron.

Même détermination à Marseille même si l'on reconnaît que le drame strasbourgeois ne peut être ignoré. "Nous verrons ce qui se passe (...). Mais en l'état actuel des choses, nous sommes toujours partis pour un acte V", assure une coordinatrice locale, réclamant notamment la dissolution de l'Assemblée nationale.

"On ne se sent pas concernés, par ça, les attentats. C'est pour nous faire peur. On ne changera rien", lâche également "Mamyray", une retraitée de 65 ans rencontrée par l'AFP sur un rond-point à Rennes.

"Eux pensent que c'est une raison pour nous faire arrêter. Pour moi, cela (l'attentat et les +gilets jaunes+) n'a aucun rapport", estime à ses côtés, Paul, brocanteur de 24 ans.

Les annonces présidentielles, notamment l'augmentation de 100 euros des salaires au niveau du Smic, n'ont semble-t-il pas suffi à éteindre la colère des "gilets jaunes", pas plus que les appels du gouvernement à observer une pause après l'attaque terroriste sur le marché de Noël de Strasbourg, qui a fait au moins 2 morts. AFP 12.12

### **La réaction à découvert.**

#### **- "Gilets jaunes": Marine Le Pen "suppose que les manifestations ne pourront pas avoir lieu" - AFP 12.12**

#### **- Au lendemain de la tragédie de Strasbourg, plusieurs personnalités issues des sphères politique et médiatique ont appelé les Gilets jaunes à suspendre le mouvement. - RT 12.12**

«Je pense que le mouvement [des Gilets jaunes] doit cesser», a déclaré le ministre de la Justice Nicole Belloubet ce 12 décembre, alors qu'elle intervenait à l'antenne de Public Sénat, au lendemain de la fusillade de Strasbourg.

Attaque de Strasbourg : Nicole Belloubet a déclaré qu'on pouvait parler d'attentat. Elle aurait par ailleurs estimé qu'après «l'événement dramatique de Strasbourg» et au vu des réponses de Macron aux GiletsJaunes, «le mouvement d[evai]t cesser». (Twitter 12.12) RT 12.12

Ainsi, l'éditorialiste Jean-Michel Apathie a pour sa part fustigé «l'irresponsabilité» de ceux qui appelaient à manifester. «On imagine les CRS [attendant] que des casseurs, que des Gilets jaunes leur jettent des boules de pétanque et des marteaux à la figure ? [...] Quel symbole, quelle image après un attentat !», s'est attristé le journaliste avant de s'imaginer ce qu'un «observateur étranger» penserait en assistant à une telle scène : «Ils sont totalement fous dans ce pays !»

Appels à manifester, théories du complot : "Il faut être exigeant" avec les leaders du mouvement des GiletsJaunes, dit Jean-Michel Apathie. Ils doivent appeler à ne pas manifester samedi, d'abord au nom de la décence." Europe1 - 12 décembre 2018

Le maire républicain de Nice, Christian Estrosi : "Il ne peut pas y avoir un acte 5 qui fasse prendre des risques après Strasbourg."

Fusillade de Strasbourg "Une trêve des manifestations des GiletsJaunes s'impose : par respect pour les victime et parce que les forces de l'ordre sont mobilisées pour retrouver cet individu et lutter contre le terrorisme" Damien Abad - Sud Radio Matin . RT 12.12

---

### Troisième partie.

#### Ils osent tout

##### **Sans blague!**

- Logement indigne : «il y a des élus qui laissent faire» - Liberation.fr

##### **Vive les Frères musulmans (leurs alliés ou créatures) ou l'idéologie politique des barbares !**

- Khashoggi et d'autres journalistes personnalités de l'année pour le magazine Time - AFP

Le journaliste saoudien Jamal Khashoggi, tué le 2 octobre au consulat d'Arabie à Istanbul, a été désigné mardi personnalité de l'année par le magazine américain Time, une distinction partagée avec plusieurs autres journalistes qui symbolise, pour l'hebdomadaire, la recherche de la vérité... AFP

##### **ONG, les officines de la gouvernance mondiale.**

- Pacte sur les Migrations: les ONG appellent les pays à agir - AFP

Le Pacte mondial sur les migrations des Nations unies adopté, défenseurs des droits de l'Homme et ONG appellent les pays signataires à mettre réellement en oeuvre leurs engagements, au-delà des seuls discours officiels, en plaidant pour un traitement plus humain des migrants. AFP

MSF, Oxfam, One Child, Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR)

##### **Les Etats-Unis : L'Etat le plus corrompu de la terre.**

- Gambie : accusé de corruption, l'ancien président Yahya Jammeh interdit d'entrée aux Etats-Unis  
- Franceinfo

## **INFOS EN BREF**

### **POLITIQUE**

#### **Italie.**

Israël/Palestiniens: Salvini accuse l'UE de biais anti-israélien - AFP 12 décembre 2018

Le ministre israélien de l'Intérieur Matteo Salvini (chef de la Ligue - extrême droite. - ndlr), en visite en Israël, a dénoncé mardi la position "déséquilibrée" de l'Union européenne, qu'il juge trop critique à l'égard de l'Etat hébreu, sur le conflit israélo-palestinien.

"L'Union européenne ces dernières années a été absolument déséquilibrée (...) dans sa gestion du conflit du Proche-Orient, condamnant et sanctionnant Israël toutes les 15 minutes", a-t-il dit lors d'un point de presse.

Qualifiant Israël de "rempart de sécurité pour les valeurs européennes et occidentales dans la région", il a estimé que "quiconque veut la paix soutient Israël". AFP 12 décembre 2018

Le "*ministre israélien*" au lieu d'italien, ils sont impayables à l'AFP ! Mais bon, ce n'était pas vraiment une coquille, une confirmation l'extrême droite en Italie, en France ou ailleurs est néolibérale et sioniste, fasciste.

---

## **SOCIAL ET SOCIÉTÉ**

#### **Espagne**

Le Smic espagnol augmenté de 22% sur décision du gouvernement - Le HuffPost 13 décembre 2018

Le chef du gouvernement espagnol Pedro Sanchez a annoncé mercredi 12 décembre qu'il augmenterait par décret le salaire minimum de 22%, lors du conseil des ministres du 21 décembre qui aura lieu à Barcelone.

"Le Conseil du 21 décembre approuvera la hausse du salaire minimum". Elle entrera en vigueur "à partir de 2019" et constituera "la hausse la plus importante depuis 1977", a déclaré Pedro Sanchez devant les parlementaires.

En annonçant qu'il relèvera par décret le salaire minimum mensuel de 858 euros à 1050 euros brut, Pedro Sanchez fait passer une mesure phare de son projet de budget pour 2019, qu'il n'a pas en ce moment les appuis nécessaires pour faire voter au parlement. Le HuffPost 13 décembre 2018

150 euros brut, une misère !

---

## **ECONOMIE**

#### **UE**

- Zone euro: Convergence et compétitivité avant tout-projet - Reuters 12 décembre 2018

Les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne (UE) ne retiendront pas la proposition visant à consacrer un budget de la zone euro à des fins de stabilisation économique, toute mobilisation de fonds ne devant servir strictement qu'à renforcer la convergence et à accroître la compétitivité, suivant un projet de communiqué du Conseil européen. Reuters 12 décembre 2018